

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne  
20 rue de la Providence  
86 000 Poitiers

Poitiers, le 27 février 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 janvier 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SJS TP**

69 chemin du marais  
Lieu-dit « Le Marais »  
86100 Châtelleraut

Références : 2026 285 Ubd16-86 ENV86  
Code AIOT : 0003106320

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 janvier 2026 dans l'établissement SJS TP implanté 69 chemin du marais, lieu-dit « Le Marais » 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral n°2025 SGAD/BE-117 en date du 6 juin 2025 portant enregistrement pour l'exploitation d'une installation de transit et de valorisation de produits minéraux et de déchets inertes exploitée par la société SJS TP.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société SJS TP
- 69 chemin du marais, lieu-dit « Le Marais » 86100 Châtelleraut
- Régime : Enregistrement

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de l'accès	Arrêté ministériel du 27 mars 2012, article 3.2	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois
2	Prévention des envols de poussière	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 5	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 8	Demande d'action corrective – Mise en demeure	2 mois
4	Exploitation	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 21	Demande d'action corrective – Mise en demeure	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 22	Demande d'action corrective – Mise en demeure	2 mois
6	Émissions dans l'eau	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 24	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois
8	Traitement des effluents	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 38	Demande d'action corrective – Mise en demeure	2 mois
9	Émissions dans l'air	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 39	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois
10	Bruit	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 43	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois
11	Gestion des déchets	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 46	Demande d'action corrective – Mise en demeure	6 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 25
12	Gestion des déchets	Arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 48

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'obtention de l'enregistrement des activités du site selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2025, l'exploitant a priorisé les actions liées à la réorganisation à l'échelle du groupe SJS. Plusieurs manquements aux dispositions réglementaires relatives à l'activité exercée sur le site ICPE de SJS TP ont été relevées le jour de l'inspection, tels que : l'absence de bassin d'infiltration des eaux pluviales, l'absence d'extincteur sur le périmètre du site, le non-respect des mesures de traçabilité prévues dans le dossier d'enregistrement (cahier des événements, consignes de prévention des accidents et pollutions, justificatif du curage trimestriel des boues du lave-roues...). De plus, les mesures de niveau sonores et de retombées de poussières n'ont pas encore été effectuées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 27 mars 2012, article 3.2
<b>Thème :</b> Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> «En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. »
<b>Constats :</b> Depuis l'obtention de l'enregistrement des activités du site selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2025, une réorganisation à l'échelle du groupe SJS a été mise en œuvre. En particulier, la filiale Pierre Import, dont l'emprise est située en dehors du périmètre ICPE et qui comprend les activités de négoce, a été renommée SJS Distribution. C'est sur le site de SJS Distribution que se trouve notamment le pont-bascule et où s'organise la supervision des matières entrantes et sortantes qui transitent sur le périmètre ICPE de SJS TP. L'accès des prestataires et clients se fait donc actuellement par le portail d'entrée de SJS Distribution. Sur ce portail est affiché un panneau qui rappelle les horaires d'ouverture du site (lundi au vendredi, 8h-12h et 13h30-17h30 hors jours fériés). À l'heure actuelle, la liste des déchets admis sur le site ne figure pas sur le panneau d'affichage. Il est prévu à terme la mise en place d'une barrière séparative entre le site de SJS Distribution et le site de SJS TP, après le passage du laveur de roues. De plus, il reste à achever la clôture sur toute la périphérie du site ICPE. Les talus seront aplanis selon le profilage et les cotes prévues dans le dossier d'enregistrement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra achever la clôture du site ICPE de SJS TP et le profilage des merlons périphériques conformément aux dispositions prévues dans le dossier d'enregistrement. Le panneau d'affichage situé sur le portail d'accès au site de SJS Distribution devra comprendre la liste des déchets acceptés sur le site
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Risques chroniques

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 5
<b>Thème :</b> Prévention des envols de poussière
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalité d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible [...] »
<b>Constats :</b> Le plan de circulation est en cours de révision afin de faciliter les différents flux sur le site. Une signalétique sera mise en place une fois que le plan de circulation sera validé.

Un dispositif de lavage des roues des véhicules est en place afin de prévenir les dépôts de poussière ou de boues sur les voies de circulation. Le bâchage systématique des camions apportant ou sortant des terres est mis en œuvre sur le site. Cette obligation devra être matérialisée par un affichage. La plateforme est prévue d'être aménagée en pente du Nord vers le Sud du site afin de permettre l'écoulement et la collecte des eaux pluviales dans le bassin d'infiltration en limite sud. À l'heure actuelle, la pente est plutôt dirigée selon un axe Nord-ouest / Sud-est et devra donc être retravaillée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le profil de terrain du site devra être retravaillé afin de permettre la collecte des eaux pluviales dans le bassin d'infiltration en limite sud du site ICPE. Le plan de circulation et la signalétique associée seront mis en place afin de prévenir le plus possible l'accumulation de boues ou l'envol de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Risques chroniques

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 8
<b>Thème :</b> Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations »
<b>Constats :</b> La surveillance de l'installation se fait sous la responsabilité de l'entreprise SJS Distribution (ex-Pierre Import) avec laquelle SJS TP a contracté une convention et des règles d'exploitation (annexes 2 et 7 du dossier d'enregistrement). Cette convention définit notamment les procédures de gestion des accès, contrôle pesée, facturation du producteur initial des déchets, organisation des dépôts entrants et sortants, pesée des sorties de produits, gestion des bordereaux de suivi des déchets... Actuellement, 3 employés de SJS Distribution assurent par roulement la surveillance de l'installation et l'accueil des clients en application du règlement intérieur du site. Les clients sont réguliers et bien identifiés par le personnel (SJS TP, Eaux de Vienne et artisans dans les chantiers sont connus). Selon les règles d'exploitation, l'agent en charge de la surveillance du site est responsable du contrôle du niveau de la citerne incendie de 20 m <sup>3</sup> et peut mettre en œuvre les actions nécessaires pour réaliser le complément de niveau. De même, en cas d'accident ou d'incident, l'agent en charge de l'exploitation doit prévenir immédiatement le responsable du site. Il est prévu de répertorier l'ensemble de ces actions dans un cahier des événements, qui n'a pas encore été mis en place le jour de l'inspection. Enfin, un permis d'intervention et/ou permis de feu doit être délivré à tout prestataire effectuant des opérations d'entretien le nécessitant. Ce dispositif n'est pas encore mis en œuvre le jour de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant mettra en place une traçabilité permettant d'identifier les agents qualifiés pour assurer la surveillance du site. Ceux-ci attesteront avoir pris connaissance des règles et consignes

d'exploitation prévues dans le dossier d'enregistrement. Le cahier des évènements sera édité afin de retracer l'ensemble des actions entreprises par l'agent en charge de la surveillance du site (contrôle de la réserve incendie, gestion d'un accident ou incident...). De plus, un permis de feu ou d'intervention sera délivré à tout prestataire effectuant des opérations d'entretien le nécessitant. La délivrance de ces permis sera tracée dans le registre adéquat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 21
<b>Thème :</b> Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> « Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : – l'interdiction d'apporter du feu [...], - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre [...]. l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ; les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes [...], les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours [...]
<b>Constats :</b> L'ensemble de ces consignes ne fait pas pour l'heure l'objet d'un affichage sur les lieux fréquentés par le personnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Un affichage des consignes de prévention des accidents ou pollutions sera mis en place dans les zones les plus appropriées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 22
<b>Thème :</b> Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur ». Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »
<b>Constats :</b> Des extincteurs sont présents au niveau du bâtiment de SJS Services, mais il n'existe pas de local contenant d'extincteur sur le site ICPE de SJS TP. L'exploitant indique qu'il est prévu de mettre en place des extincteurs à proximité du bassin d'infiltration. La citerne incendie de 20 m <sup>3</sup> est en revanche bien présente. Un affichage sera mis en place afin de

pouvoir l'identifier plus aisément.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Des extincteurs seront mis en place sur le périmètre ICPE de SJS TP dans les plus brefs délais. La vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie sera tracée sur le registre adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 24
<b>Thème :</b> Émissions dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.[...] La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants »
<b>Constats :</b> Les seules émissions de l'installation sont les eaux pluviales de la plateforme de transit, infiltrées in situ. Conformément au dossier d'enregistrement, le bassin d'infiltration est dimensionné de manière à pouvoir contenir 450 m <sup>3</sup> , soit le volume de ruissellement d'eaux pluviales équivalent à un épisode décennal. Le jour de l'inspection, le bassin d'infiltration n'était pas encore créé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Concevoir un bassin d'infiltration des eaux pluviales d'une capacité de 450 m <sup>3</sup> en limite sud du périmètre ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 25
<b>Thème :</b> Prélèvements et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...]Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75m <sup>3</sup> /heure ni 75 000 m <sup>3</sup> /an. L'utilisation des eaux pluviales non polluée est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible. »
<b>Constats :</b> Aucun prélèvement d'eau n'est effectué dans le milieu naturel. La consommation d'eau potable de l'installation est limitée à la mise à niveau du laveur de roue, soit une consommation estimée à 50 m <sup>3</sup> / an. Il n'y a pas d'arrosage des pistes ou des stocks de granulats sur l'exploitation. Un relevé de la consommation d'eau de l'installation est réalisé tous les ans et sera déclaré sur la

plateforme Gerekp.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Émissions dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 38
<b>Thème :</b> Traitement des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> «L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produit est interdit »
<b>Constats :</b> Les seules boues produites par l'installation sont celles de décantation du laveur de roues. Les règles d'exploitation prévoient un entretien régulier du laveur de roues par des curages trimestriels avec dépôt des boues dans la zone de déchets définitifs. Cette intervention doit être consignée dans le cahier des événements, de même que les mesures relatives aux apports et compléments d'eau. La zone de dépôt des boues reste à être mise en place. À l'heure actuelle, les boues sont pompées directement dans le lave-roues. L'exploitant n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de présenter un bon d'intervention de l'entreprise en charge du pompage des boues.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre les justificatifs démontrant le curage trimestriel du dispositif de lave-roues ainsi que les éléments de traçabilité relatif à l'évacuation de ces boues vers la filière de déchets dédiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Émissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 39
<b>Thème :</b> Émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité [...] »
<b>Constats :</b> Se référer aux constats du point n°2. Une mesure du niveau de poussière doit être effectuée au moins tous les 3 mois en début d'exploitation selon les règles d'exploitation. Un devis a été commandé en vue d'une campagne de mesurage des retombées de poussière. L'exploitant indique que cette campagne n'a pas encore eu lieu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre les résultats des campagnes trimestrielles de retombée de poussière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure



<b>Proposition de délais : 6 mois</b>
---------------------------------------

**N° 10 : Bruit et vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 43
<b>Thème :</b> Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...]L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation »
<b>Constats :</b> Un contrôle triennal des niveaux sonores est prévu en limite de propriété. Le premier contrôle doit avoir lieu dans les 6 mois suivant la mise en service de la plateforme, en présence du groupe mobile de criblage. Le jour de l'inspection, ce contrôle n'a pas encore eu lieu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le rapport de contrôle de mesure des niveaux sonores de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 46
<b>Thème :</b> Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets, trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets [...]. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires »
<b>Constats :</b> Des bennes de tri sont présentes pour recueillir les déchets produits par l'installation avant d'être dirigés vers les filières de recyclage ou de traitement adaptées. L'inspection a permis notamment d'identifier deux bennes qui sont prévues respectivement pour les métaux et la ferraille. Si la benne métaux était encore peu remplie, la benne ferraille comportait un volume important de déchets, dont certains se retrouvent à même le sol à proximité. L'exploitant indique que le passage du prestataire chargé de la collecte des métaux est récent, contrairement à la ferraille. Le jour de l'inspection, il n'est pas en mesure de fournir un certificat de passage de ces prestataires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant démontrera que les installations de destination pour la filière de recyclage des déchets produits par le site disposent des autorisations et agréments nécessaires. La fréquence de passage du prestataire de collecte des déchets sera revue afin de correspondre au mieux au rythme de remplissage de la benne de tri. Le(s) prestataire(s) qui collecte(nt) les déchets produits par l'établissement fournira / fourniront

annuellement une attestation de collecte et de valorisation des différents flux de déchets qui sera maintenu par l'exploitant à la disposition de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 12 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 10 décembre 2013, article 48
<b>Thème :</b> Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517. L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel opensource (Odoo) connecté au pont-basculé lui permettant d'assurer un suivi dématérialisé des déchets entrants et sortants du site. Cet outil évolutif, qui demande à être spécifiquement adapté aux activités du site, est en cours de développement afin de correspondre aux attendus réglementaires spécifiques à l'acceptation des déchets non dangereux inertes.</p> <p>Le responsable de la supervision du site (évoqué au point n°3) est en poste dans le bâtiment de SJS Distribution, à proximité du pont-basculé, avec à sa disposition le logiciel Odoo faisant office de registre des déchets.</p> <p>L'agent aura reçu une fiche d'information préalable (FIP) avant l'admission de déchets sur site, certifiant la nature et la conformité du déchet ainsi que la quantité estimée. Ce document aura été doublé par la rédaction du certificat d'acceptation préalable (CAP) de SJS TP, permettant l'accès à la plateforme de transit.</p> <p>Tout déchet inerte absent de la liste des déchets admis sur site doit subir un test préalable à l'acceptation. Les résultats de ces tests (analyse du contenu et tests de lixiviation) doivent être joints à la FIP qui permettra de juger l'admissibilité des déchets.</p> <p>En entrée au niveau du pont-basculé, les données sur l'origine et la quantité des apports sont vérifiées puis enregistrées. Dans le cas où l'agent en charge de la réception détecte un chargement non-conforme à l'arrivée du transporteur, une fiche de dysfonctionnement est éditée et la nature ainsi que la provenance des déchets non-conformes est notée dans le cahier des événements.</p> <p>Si l'apport de déchets est accepté par l'agent, celui-ci signe le bordereau de suivi de déchets (BSD) en indiquant dans l'encadré « observations » le résultat du contrôle visuel.</p> <p>Par sondage, il est constaté le jour de l'inspection la bonne tenue des BSD.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le développement du logiciel Odoo devra se poursuivre afin de permettre à l'avenir de générer les certificats d'acceptation préalable des déchets (CAP) et plus généralement de contenir l'ensemble des items prévus à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites